

Bonnes nouvelles

(tous ensemble pour nos emplois)

Y a des moments, on peut se demander mais parfois non. Et là, on en est sûr : patrons, gouvernement, économistes et autre experts officiels se moquent bien de nous !

Dernier exemple, ce sont les pertes déclarées de PSA (5 milliards d'euros). Rien que ça. Au moment où une grève dure est enclenchée depuis un mois par des centaines de salariés, voilà que les dirigeants annoncent des chiffres catastrophiques. Comme pour bien montrer que les temps sont vraiment durs, qu'il n'y a pas d'autres choix que de liquider 11 000 emplois. Manipulation des chiffres, provisionnement des plans de licenciements, etc ... ce sont les recettes classiques pour trafiquer la réalité.



Il sont moins bavards sur la richesse de la famille Peugeot (parmi les plus grosses fortunes en France mais aussi en Suisse !). Moins bavards encore sur les revenus des dirigeants, des milliards d'euros de profits et des centaines de millions d'euros distribués aux actionnaires durant toutes ces années passées. Que sont ils devenus ? C'est comme Ford qui insiste sur des pertes en Europe oubliant les 5 milliards de dollars de profits de la FMC en 2012.

Les dirigeants « pleurent » sur une situation soi-disant catastrophique mais là encore, rien sur les fortunes de Bill Ford, les comptes en banques des dirigeants et des actionnaires.

Tous ces gens de pouvoir parlent d'une même voix et dramatisent volontairement la situation ? Certes les ventes d'automobiles baissent en Europe. Et alors ? Est-ce pour autant que ça irait mal ? On oublie de nous parler des énormes gains de productivité depuis 50 ans, voire même depuis 10-20 ans, de la part de richesse absorbée par le capital qui a augmenté de

10 % depuis les années 1980 et de celle revenant aux salariés qui a diminué d'autant ?

Là-dessus, se rajoute la proposition du PDG de Renault : il serait prêt à baisser son revenus de 30 % pour gagner « seulement » 10 millions d'euros pour l'année si les salariés acceptent un accord visant à augmenter la flexibilité et à baisser les salaires ! Cynisme, provocation ou mépris ? Ou un peu des trois ? Une chose est sûre, il y a fouttage de gueule. Et nous avons toutes les raisons de ne pas nous laisser faire, de relever la tête et toute la légitimité de défendre nos emplois et nos vies.

APRÈS LES RASSEMBLEMENTS DES 29 JANVIER ET 12 FÉVRIER ...

CONSTRUIRE ENFIN LA CONVERGENCE DES SALARIÉS EN LUTTE

C'est compliqué mais on s'y attelle ! Grâce au Collectif des Licencié·elles et à la motivation de plusieurs équipes syndicales, des actions communes sont organisées. Le 29 janvier nous étions 700 environs de plusieurs entreprises à manifester devant le ministère du travail. Ce mardi 12 février, c'était devant le siège social de Goodyear à Rueil pour soutenir les collègues en lutte contre la fermeture de leur usine. Nous étions plus d'un millier.

Il y avait, en plus des plusieurs centaines de Goodyear, des délégations plus ou moins importantes de PSA Aulnay, Arcelor Florange, Fralib Marseille, Sanofi Toulouse/Montpellier, Faurécia Auchel, Valéo Amiens, Prestalis, de Ford Blanquefort et d'autres encore.

C'est important car des syndicats à la base essaient de sortir du « chacun de son côté », de l'isolement pour résister ensemble contre les licenciements, les suppressions d'emplois, les fermetures d'entreprises. Nous savons que pour stopper l'hémorragie, pour obtenir l'interdiction des licenciements il faut un rapport de force en notre faveur et cela ne peut se faire que par une mobilisation qui se généralise.

C'est ce que nous essayons de construire. Ces jonctions entre salariés en lutte sont les premières tentatives pour changer la donne. Et voilà que déjà le Medef, le gouvernement, les médias s'inquiètent d'une radicalisation du mouvement social.

Certains s'affolent même d'une soi-disant violence en germe, fantasmant et caricaturant les syndicalistes les plus déterminés. Cela révèle tout le mépris social chez les gens de pouvoir qui aiment bien les gens d'en bas quand ils se taisent et subissent les événements.

La seule violence aujourd'hui c'est celle du capitalisme qui impose le chômage, la précarité, la pauvreté à des millions de gens. La réponse nécessaire et urgente pour sortir de cette situation dramatique, c'est justement la détermination dans nos luttes, c'est que nous soyons des millions à résister, à ne plus subir. La seule réponse viable, c'est l'unité du monde des salariés du privé et du public, c'est la solidarité de l'ensemble de la population, c'est le tous ensemble. C'est à nous de le construire.

Il est temps que la roue tourne.

UN AVENIR TOUJOURS EN DISCUSSION

Ce vendredi, les syndicats CFTC et CGT rencontrent au CE, à notre demande, des représentants des élus de la CUB, de la Région, la députée du Médoc, les maires de Blanquefort et de Eysines.

Nous voulons faire le point quelques jours avant un Comité de Pilotage prévu début mars (toujours pas officiel) avec la direction de Ford Europe, le Préfet, des représentants du gouvernement. Il s'agit d'essayer de défendre ensemble l'avenir des emplois de tous.

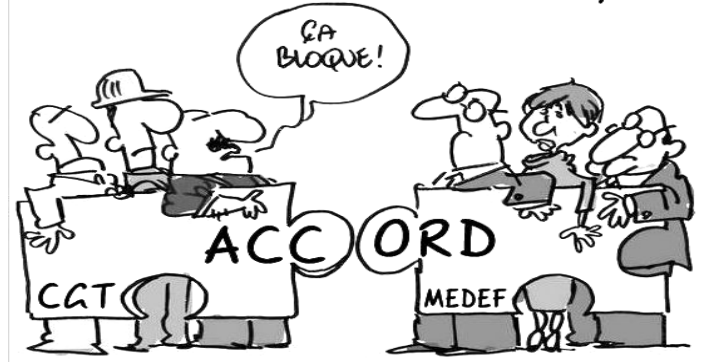
La bataille est loin d'être terminée.



PRENONS NOS AFFAIRE EN MAINS

Le 19 mars, au cinéma Utopia (Bordeaux), sera diffusé un documentaire sur la mobilisation des salariés de Sanofi. Ce sera l'occasion d'un débat en présence d'une délégation des « sanofiens » en lutte, sur comment défendre les emplois, comment empêcher des licenciements ou des fermetures d'usines. Profitons de chaque occasion pour se retrouver nombreux et pour partager nos expériences de lutte, pour discuter de nos perspectives.

Accord "sécurisation emploi"



JOURNÉE D' ACTIONS LE 5 MARS

Un rendez-vous à noter dans nos agendas : les confédérations des syndicats CGT et FO, sans doute suivis par d'autres comme FSU et SUD, appellent à une journée d'action pour dénoncer l'accord du 11 janvier (voir article ci-joint), pour empêcher qu'il soit retranscrit sous forme de loi et enfin pour réellement « sécuriser » les emplois de tous. Une manifestation, même importante, ne suffira pas.

Ce ne peut être qu'un premier rendez-vous. Mais cela ne doit pas être à nouveau une succession de journées d'actions tous les 2 mois sans objectif clair. Pour faire reculer le Medef et le gouvernement, il s'agit de construire une véritable mobilisation de tous. Face à l'offensive patronale, il est question de changer le rapport de force.

Il faut sortir de ce climat de résignation, l'heure est bien à la lutte pour défendre nos vies.

SYNDIQUEZ-VOUS !

On insiste mais c'est vraiment important. L'équipe des militants CGT de l'usine a besoin de renfort, besoin de nouveaux militants, de nouveaux adhérents, de nouvelles entrées financières. Car même si l'activité dans les secteurs tourne au ralenti, ce n'est pas pour cela que l'activité du syndicat s'est mise en veille.

Au contraire : il y a la bataille de l'emploi, celle pour nos conditions de travail au moment où de nouvelles lignes se mettent en place, celle pour nos salaires. En plus, nous considérons que les salariés d'une entreprise ne doivent pas restés isolés, coupés des autres. C'est la raison pour laquelle nous sommes en contact avec des équipes syndicales qui résistent aussi contre la « crise », qui luttent pour leur avenir. Nous essayons de construire un réseau de solidarité avec des camarades parfois très éloignés. Alors pour toutes ces raisons, nous avons besoin de forces et d'argent. Discutez-en avec nos militants dans les ateliers. Notre avenir dépend de notre capacité à agir collectivement.

Un accord interprofessionnel appelé « pour un nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité des entreprises et de la sécurisation de l'emploi » a été signé le 11 janvier 2013. Cet accord minoritaire (les syndicats signataires représentent 38 % des salariés) risquent de passer en force, le gouvernement proposant de le transposer sous forme d'une loi qui sera discutée et votée au parlement en mars.

Le contenu de cet accord détricote le Code du Travail ! Pour le patronat, c'est une aubaine. Il pourra licencier pour raison personnelle, flexibiliser le travail, baisser les salaires ! L'ensemble des salarié-es : du privé, des fonctions publiques, ceux sous statuts particuliers seront impactés par cette loi. Même la défense juridique des salarié-es sera diminuée, des articles sont en dehors du droit constitutionnel ! Dans tous les pays où un accord de flexibilité a été mis en place le taux de chômage a augmenté, la paupérisation des salariés s'est accrue !

L'intersyndicale CGT, FSU, UNEF, Solidaires a décidé de mener une campagne offensive pour dénoncer la gravité pour le monde du travail. Pour comprendre ce qui se passe et pour discuter des perspectives pour l'empêcher, l'intersyndicale vous invite à un débat :



Organisent un débat public

**Accord flexibilité.
Progrès ou régression
pour les salarié-es ?**

**JEUDI 21 FEVRIER 2013
à 18h00**

**salle Jean Lurçat
20 rue P. CURIE à Bègles**

en présence de
Gérard FILOCHE, Inspecteur du Travail.

interventions des organisations syndicales.